

Publication: Juillet 2022



D'où viennent nos ressources ?

Cartographie des Partenaires Techniques et Financiers du Mouvement LGBTQ en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun en 2021

Par Sheba Akpokli & Victobelle Kpetemey

Table des matières

Abréviations.....	3
Remerciements.....	4
Résumé exécutif.....	6
1.Introduction.....	9
1.1. Contexte et justification de l'étude	
1.2. Méthodologie	
2. Contextes en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun...12	
2.1 Contexte juridique	
2.2. Contexte politique	
2.3. Contexte social	
2.4. Contexte du financement	
2.5. Capacités	
3. Soutien au mouvement LGBTQ.....21	
3.1. Appui financier	
3.2. Appui technique	
3.3. Défis en lien avec l'appui financier et technique	
4. Cartographie des Partenaires Techniques et Financiers.....26	
4.1. Qui finance quoi ?	
4.2. Couverture thématique et géographique des partenaires techniques et financiers	
5. Impacts et besoins.....39	
5.1. Impact des programmes sur le mouvement	
5.2. Besoins prioritaires peu ou pas couverts	
6. Recommandations.....46	
6.1. À l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers	
6.2. À l'endroit des organisations et activistes	
Bibliographie.....48	

Abréviations

AQYI:

African Queer Youth Initiative

CoRC-Bénin:

Réponse Communautaire au COVID-19 au Bénin

EGIDES:

Alliance Internationale Francophone pour l'Égalité et les Diversités

HSH:

Homme ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes

FSF:

Femme ayant des relations sexuelles avec d'autres femmes

FHI 360:

Family Health International 360

ISDAO:

Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest

ITF:

International Trans Fund

LBTQ:

Lesbienne, Bisexuelle, Trans, Queer

PTF:

Partenaires Techniques et Financiers

VIH:

Virus de l'immunodéficience humaine

SIDA:

Syndrome d'Immunodéficience acquise

Remerciements

Notre équipe tient à adresser ses chaleureux remerciements aux différentes parties prenantes de cette étude. Nous voulons souligner ici leur soutien et leur disponibilité démontrée dans le cadre de ce processus de recherche, à la fois de production de connaissances et d'apprentissage collectif.

Nos remerciements vont à l'équipe de QAYN qui, au travers de Nataka Gmakagni de la Co-Coordination, nous a apporté le soutien technique et financier nécessaire pour la réalisation de cette étude. Nous reconnaissons et saluons leur implication dans l'entièreté du processus, ainsi que leur soutien à diverses étapes.

Nous adressons également notre gratitude aux organisations et militantEs¹ LGBTQ qui, malgré les contextes particuliers de disponibilité de temps et de ressources exacerbés par la pandémie de COVID-19, ont su puiser dans leur énergie collective et individuelle pour s'impliquer et contribuer à cette démarche. Nous adressons nos pensées de solidarité à tous les groupes et militantEs qui auraient voulu, mais n'ont pu participer à ce processus.

Nous ne saurons oublier les divers partenaires techniques et financiers impliqués auprès des groupes LGBTQ dans les régions visées par cette étude, en l'occurrence l'Afrique de l'Ouest francophone, et le Cameroun. Leur disponibilité et les informations fournies nous ont permis d'avoir une lecture plus approfondie des ressources disponibles pour le mouvement LGBTQ, ainsi que des initiatives que ces derniers soutiennent.

Enfin, nous exprimons notre reconnaissance à Yves Kugbe, Consultant Droits Humains-SOGIESC pour sa contribution en vue de l'aboutissement de ce travail.

Un grand *Akpe, Barka, Na som, Jërëjër, I ni baraji* à vous pour votre engagement depuis la collecte des données jusqu'à l'élaboration de recommandations. Nous espérons que les résultats de cette étude contribueront à renforcer le mouvement LGBTQ et soutenir davantage les démarches communautaires.

Nous utilisons l'écriture inclusive tout au long de ce rapport dans une démarche féministe d'inclusion des genres.



Résumé exécutif

La croissance du mouvement LGBTQ en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun implique la présence d'une diversité de partenaires techniques et financiers et donc de programmes. La présente étude a pour but de dresser un portrait de l'état actuel du mouvement LGBTQ en termes de partenaires techniques et financiers qui interviennent en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun au moment de la collecte des données (année 2021). Elle aspire également à faire ressortir les divers enjeux qui entourent l'agenda et les programmes de financement de ces partenaires ainsi que les défis auxquels les organisations et communautés LGBTQ doivent faire face en termes de soutien technique et financier. Enfin, ce rapport comprend des recommandations formulées par les communautés elles-mêmes afin de guider les prochains agendas de financement et d'appui technique.

Le rapport est basé sur des données contextuelles et sur l'analyse des résultats issus de questionnaires auto-administrés et d'une série d'entrevues semi-dirigées effectués auprès de trente-six (36) organisations (y compris les partenaires techniques et financiers) et cinq (5) activistes indépendantEs. Cette cartographie, portée exclusivement sur les organisations et militantEs LGBTQ ainsi que les partenaires qui les soutiennent au niveau de l'Afrique de l'Ouest francophone et du Cameroun, est une première et vise à fournir un portrait du paysage de financement et d'appui technique, ainsi que des besoins et perspectives des mouvements L-B-T-Q.

Les résultats de l'étude ont révélé que bien que les fonds consacrés aux luttes LGBTQ dans ces régions aient augmenté au fil des années, les financements restent encore insuffisants et peu accessibles. Cette réalité est encore plus dure pour les groupes/organisations émergentEs ou ceux qui se trouvent en dehors des capitales. Par ailleurs, les organisations déjà dépendantes en grande partie de financements extérieurs éprouvent de réelles difficultés à mobiliser les ressources pour mettre en œuvre leurs missions. En effet, jusqu'à 52% des organisations enrôlées dans cette étude décrivent leurs capacités de mobilisation de ressources comme étant faibles, 28% les décrivent comme étant moyennes, 12% comme étant bonnes et 8% comme étant très faibles.

La flexibilité et la pertinence des financements vis-à-vis des enjeux du mouvement ont également été abordées avec les organisations impliquées dans l'étude. Pendant que 55% des organisations interrogées affirment que les financements disponibles ne leur permettent pas de travailler sur des enjeux qu'elles estiment prioritaires, 33% estiment être satisfaites. En même temps, les partenaires techniques et financiers

consultés ont indiqué se référer aux enquêtes, études et recommandations des groupes et militantEs LBTQ pour identifier leurs thématiques prioritaires de financement. Néanmoins, certains partenaires techniques et financiers font preuve de flexibilité et permettent aux organisations de définir elles-mêmes les domaines sur lesquels elles souhaitent travailler.

L'étude a également permis de recenser les besoins des groupes et organisations LBTQ de la région qui nécessiteraient plus d'intervention de la part des partenaires, qu'ils soient techniques ou financiers. En termes de santé par exemple, l'accessibilité à l'hormonothérapie et la complétude des soins de santé, la disponibilité de programmes de prise en charge de la santé mentale et des violences conjugales ont été évoqués comme des besoins majeurs. D'autres besoins, à l'instar de l'éducation des prestataires et des communautés de soins à la procréation médicalement assistée, ont également été formulés.

En termes de droits humains et de développement, les répondantEs ont soulevé l'importance de soutenir les actions de plaidoyer et de développement des organisations et du mouvement LBTQ à travers des financements pluriannuels et intersectionnels. Enfin, la sécurité a été soulevée comme étant un défi majeur pour les organisations et les militantEs. Ces dernierEs suggèrent la mise en place de refuges ainsi que des mécanismes de soutien aux communautés pour qu'elles puissent être autonomes et indépendantes afin de mieux contribuer aux luttes. Nous notons donc un écart non négligeable entre les domaines d'intervention des partenaires financiers et les besoins réels des groupes et militantEs LBTQ, même si des efforts continuent d'être faits de part et d'autre pour réduire les divergences.

En ce qui concerne l'appui technique reçu par le mouvement LBTQ dans les régions de l'étude, le constat est général : il y en a peu, et dans les cas où ceux-ci sont disponibles, ils ne sont pas accessibles aux organisations ou ne sont pas en adéquation avec leurs besoins de renforcement. Par exemple, plusieurs groupes trans ont rapporté l'inadéquation des programmes d'appui technique du nouveau modèle de financement du Fonds Mondial vis-à-vis de leurs besoins réels. En effet, cet appui s'inscrit surtout dans une dynamique de lutte contre le VIH/SIDA alors que les communautés concernées ont identifié d'autres besoins comme étant prioritaires.

Au demeurant, cette étude a le mérite de ressortir des recommandations autant à l'endroit des partenaires techniques et financiers qu'à l'endroit des organisations et activistes. Parmi les recommandations destinées aux PTFs, nous pouvons citer: financer les activités et les domaines thématiques identifiés par les activistes elleux-mêmes; augmenter les ressources et les octroyer directement aux groupes

concernés, experts de leurs propres enjeux; mettre en place des programmes de financement spécifiques, incluant le financement de base pour les organisations; ou encore améliorer ou développer des processus de financement accessibles aux activistes indépendantEs. En termes d'appui technique, la nécessité de procéder préalablement à une analyse des besoins est souvent ressortie. En ce qui concerne les organisations et activistes, les recommandations s'orientent vers : une meilleure utilisation des connaissances produites par les recherches communautaires pour les demandes de financement ; la formalisation des processus de consultation des communautés à la base ; la mise en place de processus de transfert de connaissances et d'apprentissage au sein des organisations et des communautés, entre autres.

1. Introduction

1.1. Contexte et justification de l'étude

Queer African Youth Network (QAYN) est une organisation féministe queer fondée en 2010 avec pour but de mettre en place un vaste réseau de soutien pour promouvoir le bien-être et la sécurité des lesbiennes, gays, bissexuELes et des personnes transgenres et queer en Afrique de l'Ouest et au Cameroun. Le bien-être est sous-entendu ici comme étant l'autodétermination de devenir des agentEs de nos propres vies ; la liberté d'être nous-mêmes, exempts de dangers ; la stabilité d'obtenir et de maintenir ce qui nous est le plus cher ; ainsi que l'accès à des ressources adéquates pour vivre dignement.

Dans le cadre de ses interventions, QAYN est souvent amené à préconiser ou conduire des recherches communautaires qui orientent l'élaboration de programmes et interventions. Ces recherches mettent les communautés au centre des actions et ont vocation de porter leurs voix, surtout dans un contexte aussi dynamique que celui de l'Afrique de l'Ouest francophone et du Cameroun. Depuis une dizaine d'années, les organisations et militantEs représentant les personnes non-binaires, lesbiennes, bissexuelles, transgenres et queer sont de plus en plus visibles dans les pays d'Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun. Le militantisme connaît également une certaine restructuration à travers laquelle on note une présence accrue de groupes informels, mais aussi de militantEs indépendantEs, de présence médiatique, etc. Cette évolution au niveau des pays impacte la dynamique du mouvement au niveau régional.

Suivant cette évolution, le financement pour les luttes LBTQ à également augmenté dans les régions susmentionnées. Cette augmentation implique une diversité de programmes et d'interventions de même qu'une multitude de défis. Ce paysage financier et programmatique, parfois brouillardieux, engendre plusieurs réflexions notamment sur l'autonomie, la flexibilité et l'accessibilité, ainsi que le type et la disponibilité des financements. Ces réflexions concernent également les programmes en cours, leur pertinence quant aux besoins réels des communautés, et comment les financements disponibles comblent ou non les-dits besoins. Par ailleurs, des questions plus profondes en lien avec le processus d'identification des besoins, leur prise en charge et surtout la question de l'autonomie d'agenda du mouvement se posent également.

Ainsi, la présente étude vient répondre à un besoin de cartographier les partenaires techniques et financiers et de clarifier les dynamiques internes et externes susceptibles

d'influencer ou non les mouvements LGBTQ en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun. Les recommandations émises dans ce rapport sont le fruit d'un travail collaboratif entre QAYN, l'équipe des consultantes, les organisations LGBTQ et les partenaires techniques et financiers impliqués dans les régions visées par cette étude. Il s'agit d'une initiative pionnière qui vise à fournir un portrait du paysage de financement et d'appui technique en 2021 ainsi que des besoins et perspectives des mouvements L-B-T-Q. Le présent rapport présente des données qui pourront guider les interventions avec et auprès des groupes concernés.

1.2. Méthodologie

1.2.1. Collecte et analyse des données

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette cartographie, une démarche qualitative articulée autour d'une combinaison d'approches intersectionnelle et communautaire a été adoptée en vue de permettre une analyse profonde et croisée des défis.

La cartographie a impliqué le Cameroun ainsi que des pays de l'Afrique de l'Ouest francophone à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Niger, le Mali, le Sénégal et le Togo.

Une phase préparatoire a permis, à travers une réunion d'orientation, de définir et valider le cadre théorique de la cartographie en intégrant les orientations de la mission et les résultats attendus. Au cours de cette phase, la revue documentaire, l'identification des acteurs-trices clés ainsi que l'élaboration des outils de collecte de données (questionnaires, guides d'entretiens) ont également été réalisées.

La revue documentaire a porté sur la recherche d'une documentation existante en lien avec les objectifs de la cartographie. Cette phase d'exploration a permis de regrouper les publications disponibles ainsi que les rapports et documents directs des organisations, et de faciliter l'élaboration des stratégies et outils de collecte de données. La collecte de données a été faite auprès d'activistes, d'organisations et de leaders communautaires, de bailleurs de fonds et pourvoyeurs d'assistance technique basés ou intervenant dans les neuf (9) pays de l'étude. L'échantillon de l'étude est issu des organisations, réseaux, activistes et groupes LGBTQ de la région.

En raison des contraintes liées à la pandémie de COVID-19, la collecte de données s'est faite en ligne, via des questionnaires spécifiques à chaque cible. Ces questionnaires ont été élaborés sur la base des objectifs de l'étude et administrés aux organisations, activistes, bailleurs et pourvoyeurs d'assistance technique identifiés. L'objectif de ces questionnaires était de collecter des informations sur les aspects de programmes (initiatives en cours, thématiques clés sur lesquelles les communautés travaillent,

perspectives de développement, défis et lacunes) et de financements (accessibilité, disponibilité, programmes financés, profil des organisations financées, cycle, nature et mécanismes de financement, couverture des besoins, perspectives de financement, défis). Il s'agissait de questionnaires auto-administrés disponibles en français et en anglais. En parallèle, des entrevues furent organisées avec des répondantEs qui n'avaient pas les ressources pour remplir directement le questionnaire. Les données collectées furent catégorisées et codées, puis analysées en tenant compte des diverses tendances.

1.2.2. Portée de la cartographie

La présente cartographie établit un portrait des partenaires techniques et financiers y compris les domaines et programmes soutenus et financés. Elle a permis de mettre en lumière les mécanismes ainsi que les cycles de financements disponibles en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun. Aussi permet-elle de comprendre comment le paysage financier influe sur le développement du mouvement et/ou inversement, comment l'évolution du mouvement influe sur l'agenda des partenaires techniques et financiers. Elle s'est étendue aux groupes LBTQ d'Afrique de l'Ouest francophone et du Cameroun.

1.2.3. Limites

Comme toute recherche, celle-ci comporte des limites qui sont entre autres, la non-exhaustivité de la liste des organisations et militantEs indépendantEs impliqués. L'échantillon, bien qu'étant le plus inclusif et représentatif possible, n'a pris en compte qu'une partie des acteurs-trices des régions ciblées par l'étude. Nous n'avons pas non plus pu toucher les personnes intersexuées. La participation limitée des militantEs indépendantEs en raison de leur indisponibilité est également à déplorer.

Par ailleurs, les organisations en dehors des grands centres urbains et/ou ayant des capacités limitées ont éprouvé beaucoup de difficultés dans le remplissage du questionnaire, soit en raison de la faible connexion internet ou du fait qu'elles n'avaient pas de ressources suffisantes à y consacrer. À cela s'ajoute l'indisponibilité de certaines organisations et PTFs ciblés. On note également le refus de certaines organisations de participer à la collecte de données.

Enfin, dans certains pays comme le Niger et la Guinée où les cellules LBTQ sont encore embryonnaires, la participation des personnes responsables de ces cellules a été plus difficile étant donné que ces dernières ne sont pas impliquées à 100% dans le fonctionnement de leurs organismes respectifs.

2. Contextes en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun

2.1. Contexte juridique

Le contexte juridique affectant les communautés LGBTQ+ varie d'un pays à l'autre. Dans certains pays, on note l'existence de lois pénalisant les relations entre personnes de même sexe quand bien même consentantes, les qualifiant d'actes contre nature. C'est par exemple le cas du Cameroun², du Togo³ et du Sénégal⁴. Dans d'autres pays, on note un vide juridique en ce sens qu'autant aucune loi ne pénalise les pratiques sexuelles entre personnes de même sexe, il n'existe pas non plus de loi qui les protège. Avec le vent d'homophobie qui souffle dans la région, des personnalités publiques ont tenu des discours en défaveur de l'homosexualité à l'instar de Macky Sall, Président de la République du Sénégal, qui a laissé entendre que l'homosexualité ne serait jamais autorisée au Sénégal. Au Togo, le Ministre des Droits de l'Homme a déclaré, en juin 2021, devant le Comité des Droits de l'Homme, que le Togo n'envisageait pas abroger les dispositions pénalisant les relations entre personnes de même sexe pour la raison que : "...cette orientation sexuelle n'est pas en adéquation avec les valeurs sociales togolaises"⁵. Aucune différenciation particulière n'est faite quant aux femmes LBQ et aux personnes trans. Ces dispositions semblent se rapporter à l'être humain sans distinction de sexe, et encore qu'en matière de législation, dans ces contextes, le genre est conçu de façon binaire.



²Article 347-1 du code pénal camerounais de 2016 : "Est puni d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 20 000 à 200 000 FCFA toute personne qui a des rapports sexuels avec une personne de son sexe".

³Article 392 alinéa 1 du code pénal togolais de 2015: "Constitue un outrage aux bonnes mœurs tout acte impudique ou acte contre nature commis avec un individu de son sexe". Article 393: "Toute personne qui commet un outrage aux bonnes mœurs est punie d'une peine d'emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende d'un à trois millions de FCFA ou de l'une de ces deux peines".

⁴Article 319 alinéa 3 du code pénal sénégalais: "Sans préjudice des peines plus graves prévues par les alinéas qui précèdent ou par les articles 320 et 321 du présent Code, sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 100 000 à 1 500 000 FCFA, quiconque aura commis un acte impudique ou contre nature avec un individu de son sexe."

⁵Togo : Christian Trimua "l'homosexualité n'est pas un droit de l'homme". - Lome Infos | Information Togolaise, Actualités du Togo/

2.2. Contexte politique

La riposte au VIH/SIDA a amené les politiques à adresser des programmes au bénéfice des personnes ayant des relations avec d'autres personnes de même sexe. Mais là encore faut-il distinguer si les programmes sont bel et bien adressés aux LGBTQ ou aux HSH. En effet, de manière générale, les HSH sont la cible de ces programmes de santé. Plus récemment, dans certains pays, les personnes trans ont été intégrées à cette cible à la suite d'actions de plaidoyer de la part des groupes concernés. En termes de droits sexuels et de reproduction, même si les femmes LBQ sont, en théorie, prises en compte dans les programmes, cette prise en compte n'est pas spécifique, d'autant plus qu'elles sont parfois obligées de se confondre aux professionnelles de sexe pour pouvoir bénéficier des programmes disponibles.

2.3. Contexte social

Indépendamment du contexte juridique, le contexte social est pesant du fait de l'interprétation faite de la notion de "valeurs et normes africaines". Bien souvent, dans les pays où la loi pénalise les relations entre personnes de même sexe, l'argument évoqué est celui de la contradiction avec les mœurs et les valeurs. En Afrique de l'Ouest et au Cameroun, comme dans de nombreux autres contextes africains, les personnes LBTQ ploient sous le fardeau de la tradition et de la religion. Même dans les pays où il existe un vide juridique sur la question, la société demeure hostile. Toutefois, le niveau d'intolérance varie d'un pays à un autre. Pour la plupart, les relations entre personnes de même sexe seraient une déviance, une conséquence de l'occidentalisation, de la colonisation. Par conséquent, les personnes LBTQ sont victimes de discrimination, exposées aux actes de violence et d'abus. Il faut néanmoins souligner que les questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre semblent plus faciles à aborder avec les jeunes générations.

2.4. Contexte du financement

Les différentes parties prenantes à cette étude s'accordent sur l'évolution positive du financement et la diversification des programmes et projets soutenus au sein du mouvement LBTQ d'Afrique de l'ouest francophone et du Cameroun. D'entrée de jeu, il est important de souligner le fait que cette évolution diffère d'un pays à un autre. En effet, certains pays restent prioritaires pour certains bailleurs de fonds tandis que d'autres le sont moins, soit par manque de visibilité du mouvement national, soit du fait de la présence accrue d'autres partenaires dans le pays. De manière générale, les financements dédiés aux organismes francophones sont encore très limités par rapport aux financements des pays anglophones de la région. Néanmoins, nous notons un intérêt grandissant des bailleurs grâce au plaidoyer et au travail des organisations des pays francophones. Il faut aussi souligner que le fait que les personnes LBTQ aient créé leurs propres organisations est une évolution positive et leur permet de

se concentrer sur leurs besoins spécifiques. Cependant, l'accès aux ressources demeure un défi majeur et est encore plus difficile pour les groupes nouvellement créés et sans expérience de gestion de fonds. Bien heureusement, l'on note une tendance de plus en plus grandissante de soutenir les groupes informels et sans expérience en gestion de ressources financières.

Selon les pays, les contextes sociopolitiques et juridiques peuvent également avoir une influence tantôt positive tantôt négative sur l'évolution des financements. En effet, ces contextes ont une influence non négligeable sur la capacité des organisations à agir. Par exemple, au Sénégal, les avancées du mouvement sont remises en question à chaque vague d'homophobie.

L'un des facteurs déterminant de l'augmentation du financement dans la région a été le rapport (Armisen & Al 2016). « Nous existons - Cartographie des organisations LGBTQ en Afrique de l'Ouest » qui a contribué à la visibilité des organisations et groupes LGBTQ de la région historiquement marginalisés et absents aux tables de conversation. Ce rapport a également fait la lumière sur les défis du financement du VIH et les mouvements LGBTQ qui sont restés marginalisés dans cette sphère. La création de l'Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest (ISDAO) a par la suite constitué une grande avancée pour les groupes LGBTQ de la région ouest africaine en renforçant leur pouvoir et en consolidant leur voix et leurs actions. La présence de partenaires basés dans la région telles que QAYN et l'ISDAO a contribué à apporter une analyse plus féministe à la conversation sur la mobilisation des ressources en Afrique de l'Ouest.

Néanmoins, les financements sont encore insuffisants et leur accessibilité demeure un défi. En effet, les organisations rapportent des difficultés en matière d'accès au financement ainsi que leur pérennisation. La rareté des ressources crée alors un climat de concurrence entre les groupes, ce qui n'encourage pas toujours la collaboration. Le rapport « Dynamiques et pourtant sous-financés : la situation des mouvements lesbiens, bisexuels et queer » (Mama Cash & Astraea Lesbian foundation for justice, 2021) met l'accent sur les difficultés d'accès aux financements des groupes LBQ. Parmi ces difficultés, on note non seulement les défis d'accès aux ressources, leur pérennisation, mais aussi le fait que certains bailleurs de fonds, bien que voulant soutenir le travail intersectionnel des groupes locaux, leur octroient des financements cloisonnés ou destinés à des actions spécifiques, sans possibilités d'ajustements. Cependant, il faut noter qu'au cours de l'année 2021, certains bailleurs de fonds à l'instar de l'ISDAO se sont ouverts au financement de projets de groupes de travailleuses de sexe afin de soutenir cette démarche intersectionnelle.

Les difficultés d'accès et de mobilisation de ressources sont encore plus accrues pour les groupes qui se trouvent en dehors des grands centres urbains ou qui sont constitués en branches informelles au sein d'organisations LGBTQ+, notamment au Niger et en Guinée. On note également des disparités en matière d'accès aux financements d'un pays à un autre. Au niveau du financement des groupes trans par exemple, la présence de l'International Trans Fund (ITF) dans les régions de l'étude n'est limitée qu'au Togo. Dans certains pays comme au Cameroun et en Côte d'Ivoire, des organisations trans ont déclaré ne pas avoir accès au financement et par conséquent mènent leurs interventions à travers les projets d'autres organisations.

Enfin, les organisations rapportent des difficultés en matière d'accès à l'information sur les financements ainsi que la complexité des formulaires d'application.

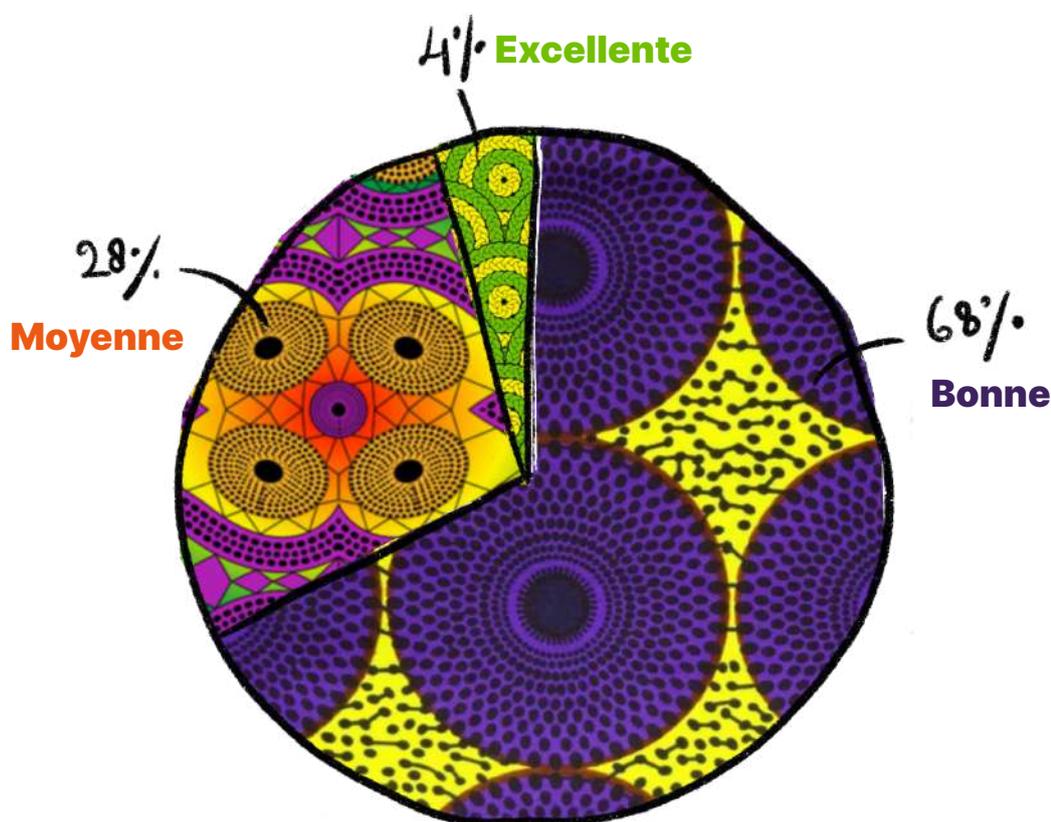
Au niveau des militantEs indépendantEs, les ressources sont encore limitées. Toutefois, certains partenaires, à l'instar de l'ISDAO ou encore AQYI, ont octroyé, au cours de l'année 2021, des fonds à des militantEs indépendantEs au travers de bourses (pour AQYI) et d'un projet spécifique de sensibilisation/éducation (hors cycle de financement habituel pour l'ISDAO). Malheureusement, ces ressources sont encore grandement méconnues des cibles et peu suffisantes.



2.5. Capacités

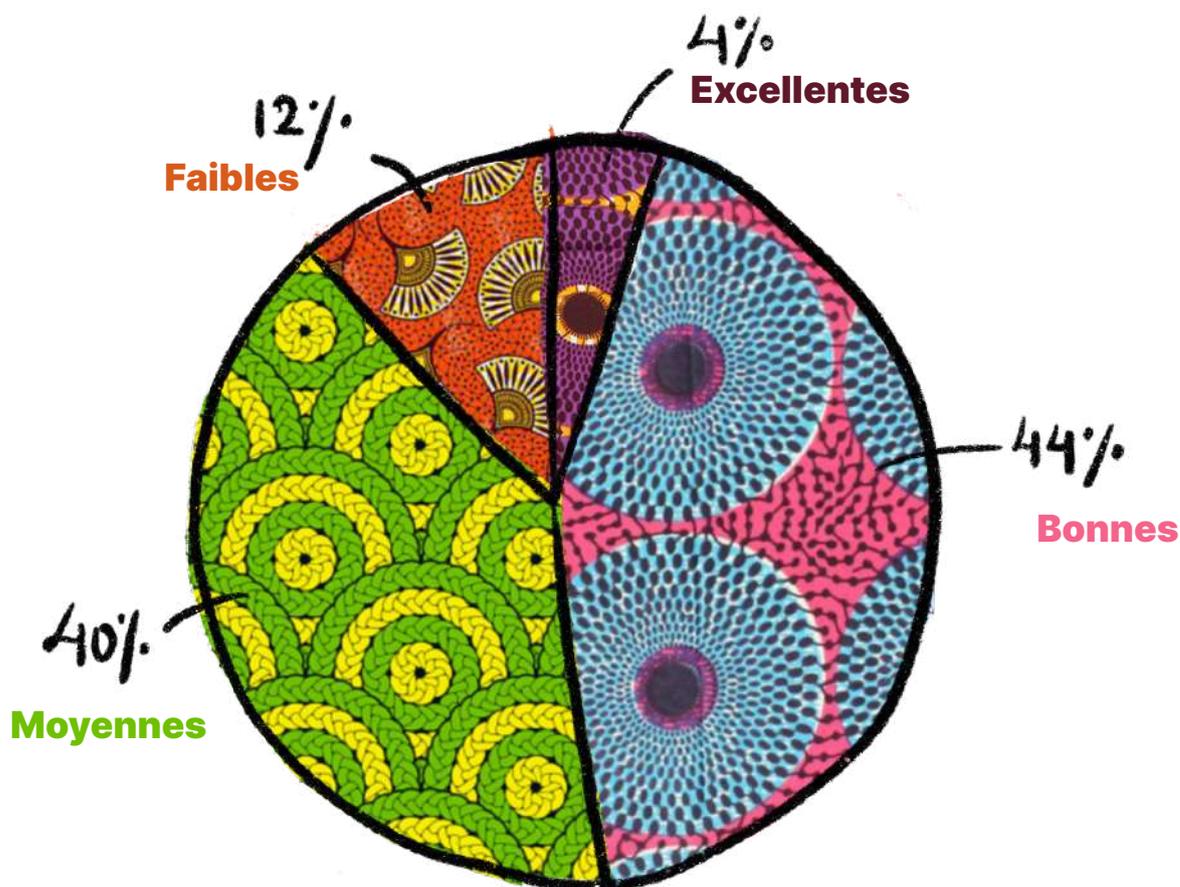
En partant du principe que les communautés LGBTQ sont expertes de leurs enjeux, elles identifient elles-mêmes leurs besoins et les traduisent en projets. Ces besoins sont généralement identifiés au travers de mécanismes formels comme des enquêtes, des analyses de besoins, des causeries éducatives, dans les rapports d'activités, ou à travers des mécanismes de consultation qui ne sont pas systématiquement documentés. Cependant, en l'existence ou non de mécanismes formels de consultation, jusqu'à 68% des organisations interrogées ont déclaré avoir une bonne connaissance dans les domaines de l'activisme et de la compréhension des enjeux du mouvement tandis que 28% ont déclaré avoir des capacités moyennes en la matière, contre 4% avec d'excellentes capacités. Toutefois, il convient de souligner qu'avoir une bonne connaissance des enjeux et de ses propres besoins parce qu'étant soi-même concerné est une chose, mais pouvoir les traduire en langage technique et programmatique en est une autre.

Figure 1: Auto-évaluation des organisations sur leur connaissance dans les domaines de l'activisme et la compréhension des enjeux du mouvement



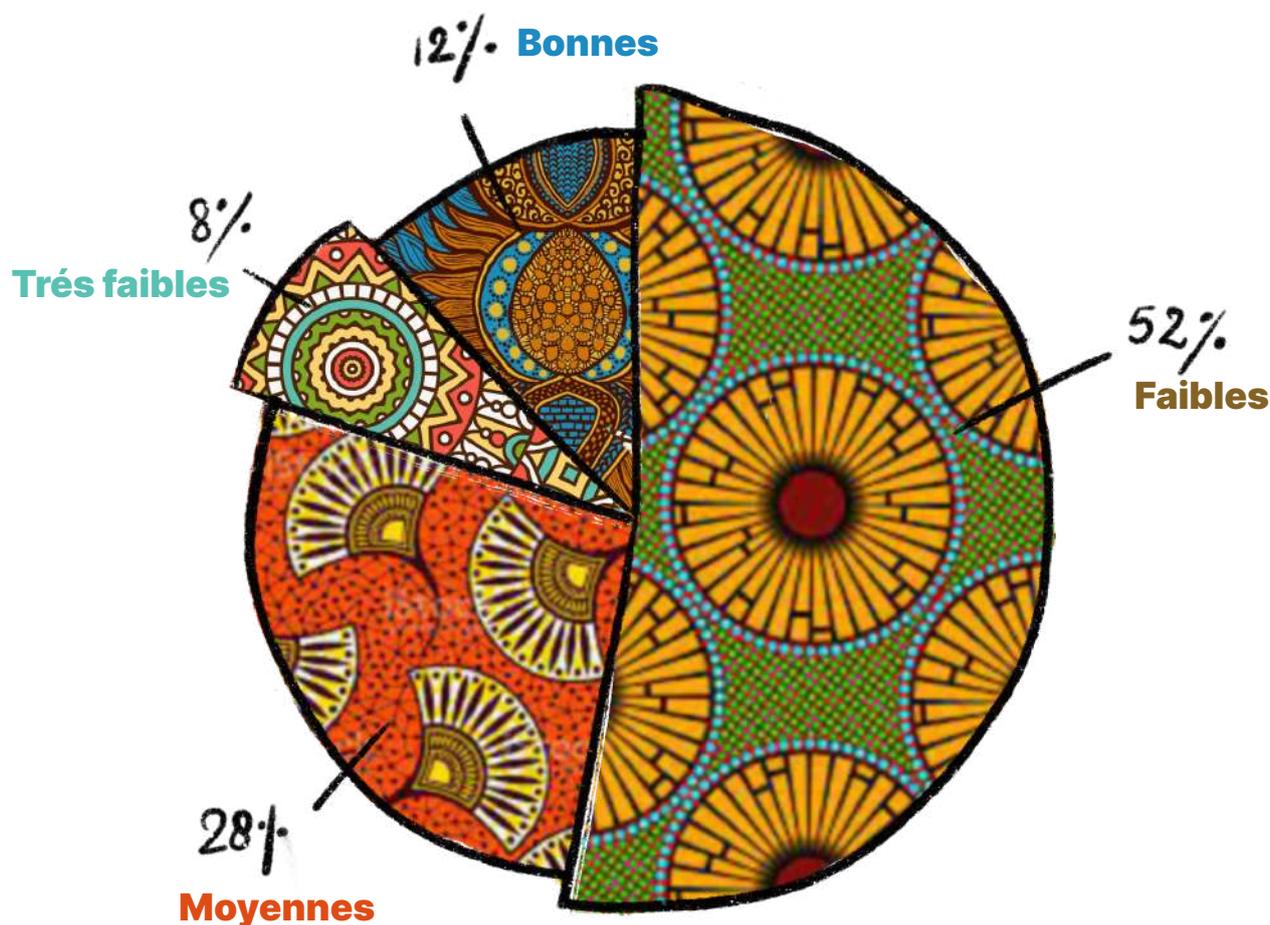
En matière de leadership et de gouvernance, seulement 4% des organisations interrogées estiment avoir d'excellentes capacités. 44 % estiment leurs capacités bonnes, 40% décrivent leurs capacités comme étant moyennes et 12 % les décrivent comme étant faibles. Ces chiffres nous amènent à nous questionner sur le transfert de connaissances et les mécanismes de mise en œuvre des connaissances acquises lors des diverses formations au profit des communautés. Ces chiffres pourraient s'expliquer par plusieurs raisons: la rotation du personnel dans les organisations, l'absence de processus de partage de connaissances acquises lors des formations, mais aussi la pertinence de ces formations vis-à-vis des besoins des groupes bénéficiaires. À l'analyse, il apparaît qu'en matière de leadership par exemple, l'approche et le style sont le plus souvent calqués sur des modèles patriarcaux et binaires, ce qui n'est pas forcément en adéquation avec les besoins des communautés LBTQ.

Figure 2: Auto-évaluation des capacités des organisations dans les domaines de leadership et de gouvernance



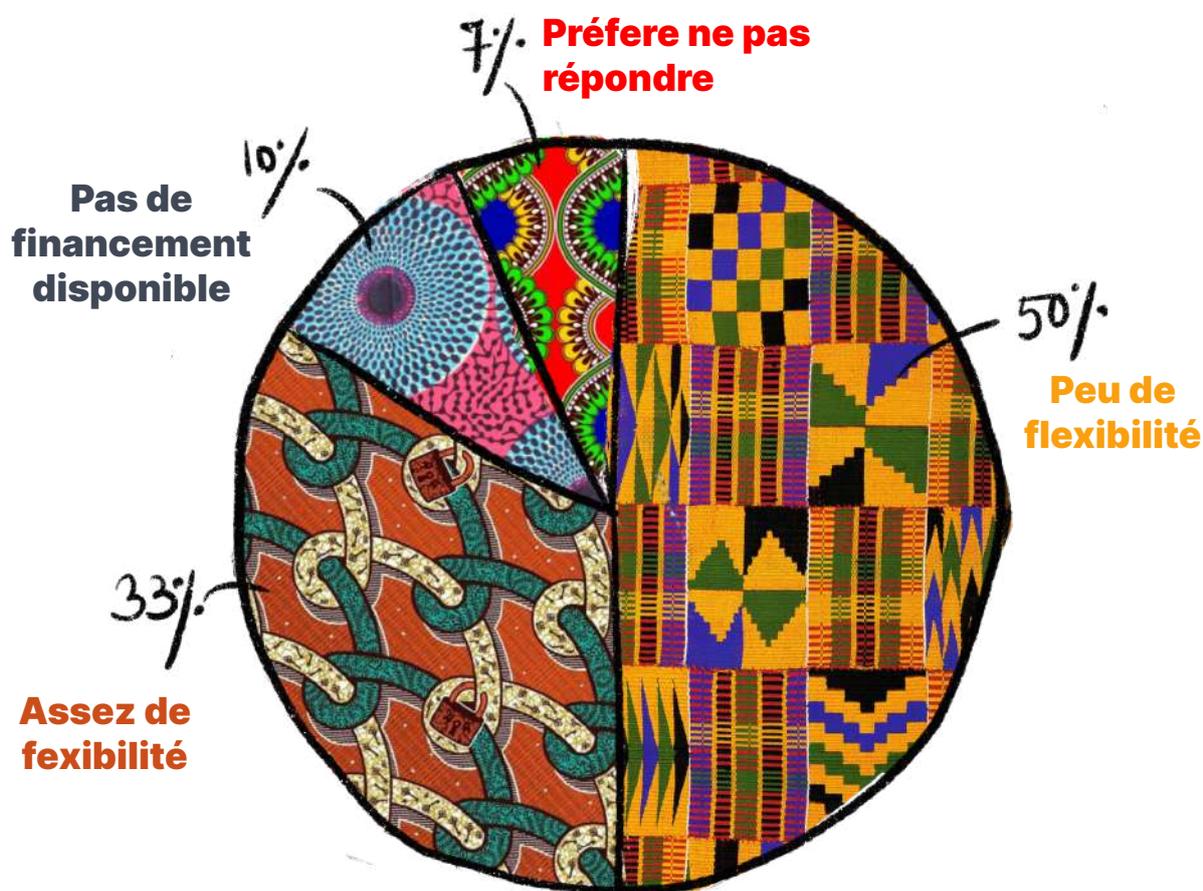
Comme mentionné plus haut, la mobilisation de ressources demeure un énorme défi pour les organisations et les militantEs. Jusqu'à 52% des organisations interrogées décrivent leurs capacités de mobilisation de ressources comme étant faibles, 28% les décrivent comme moyennes, 12% comme bonnes et 8% comme étant très faibles. Selon les répondantEs, en plus des capacités limitées, iels font face à d'autres contraintes structurelles : les barrières linguistiques, de nombreux appels à financement étant en anglais; la complexité des formulaires d'application; les exigences élevées de certains bailleurs de fonds; la difficulté d'accès aux informations en lien avec le financement, surtout pour les groupes émergents, les groupes en dehors des grands centres urbains et les militantEs indépendantEs. On note également la difficulté d'accès aux financements pluriannuels ainsi que l'insuffisance des financements reçus. Néanmoins, les répondantEs décrivent les processus de financement actuels comme ayant positivement évolué comparé aux années précédentes, certains étant même devenus participatifs, même si de manière générale, la mobilisation de ressources reste encore ardue et peu accessible pour les organisations plus jeunes et les militantEs indépendantEs.

Figure 3: Auto-évaluation des capacités des organisations dans le domaine de mobilisation de ressources



Par ailleurs, l'une des multiples interrogations auxquelles ce rapport a tenté de répondre est celle concernant la latitude des groupes et des militantEs de travailler sur les enjeux qui leur sont prioritaires. 50% des groupes affirment avoir peu de flexibilité pour mettre en œuvre des initiatives qui leur sont prioritaires au travers des financements disponibles, ces initiatives évoluant en fonction des réalités quotidiennes. Seulement 33% des répondantEs affirment que les financements disponibles leur permettent de travailler sur les domaines considérés comme prioritaires. Cependant, il est intéressant de noter que les partenaires techniques et financiers consultés ont rapporté se référer aux enquêtes, études et recommandations produites par les groupes et les militantEs pour déterminer leurs thématiques prioritaires de soutien. Même si certains partenaires laissent aux organisations la latitude de définir elles-mêmes les domaines sur lesquels elles souhaitent se concentrer, cette approche reste peu courante.

Figure 4: Appréciation des groupes LBTQ de la compatibilité entre les financements disponibles et les domaines thématiques considérés comme prioritaires



Afin de rendre les mouvements plus dynamiques au niveau national, et plus largement au niveau régional, les groupes ont identifié des besoins prioritaires en matière de renforcement de capacités :

- Renforcement de capacités organisationnelles et militantes
- Renforcement de capacités individuelles et organisationnelles (leadership, gouvernance, décolonisation des pratiques de gestion, féminisme, santé mentale et bien-être)
- Renforcement de capacités en mobilisation de ressources
- Renforcement de capacités en plaidoyer, documentation et recherche
- Renforcement de capacités en gestion administrative et financière
- Renforcement de capacités en sécurité physique, numérique et archivage sécuritaire des données

3. Soutien au mouvement LBTQ

Les soutiens au mouvement LBTQ en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun varient en fonction de leur nature et les acteurs-trices impliqués. Ils se matérialisent en majorité à travers des appuis financiers aux groupes et à leurs initiatives, mais certains groupes bénéficient également d'un appui technique de la part des partenaires. Le présent rapport fait le choix délibéré de se focaliser sur les appuis financiers et techniques apportés au mouvement.

3.1. Appui financier

Notre analyse de l'appui financier au mouvement LBTQ de l'Afrique de l'Ouest francophone et du Cameroun se focalise sur les modèles de financement utilisés par les bailleurs de fonds de la région. Ces modèles se distinguent de par le type de financement, les processus d'attribution des subventions et d'autres facteurs tels que la flexibilité du financement, la pérennisation et les systèmes de paiement.

Types de financement

L'analyse des informations collectées auprès des bailleurs de fonds opérant dans la région permet d'identifier trois types de financements accessibles aux groupes et militantEs LBTQ. Il s'agit des **financements de base**, des **financements en soutien à un projet ou programme spécifique** et des **financements dits "spéciaux"**.

Les financements de base sont une opportunité pour les groupes, généralement à l'étape embryonnaire ou avec de faibles capacités de mobilisation de ressources, d'amorcer ou de maintenir leur fonctionnement. Ils peuvent servir à soutenir la formalisation d'un groupe LBTQ, le renforcement des capacités, l'acquisition de ressources matérielles et humaines ainsi que d'autres besoins basiques des organisations.

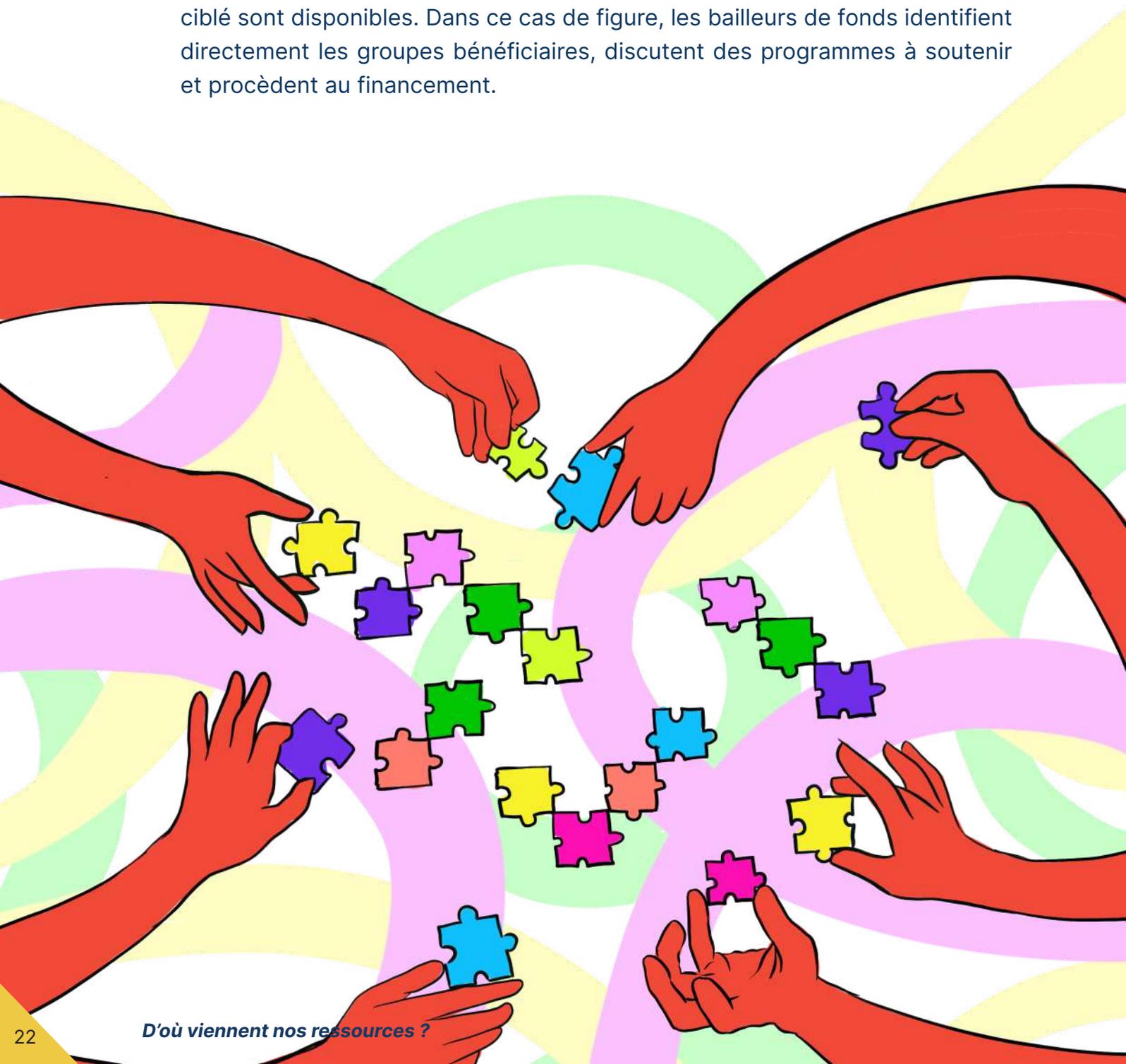
Les financements de projets sont destinés à soutenir les initiatives prioritaires portées par les groupes et les militantEs. Ils leur permettent de disposer des ressources pour répondre aux besoins de leurs communautés. Les enveloppes de financement varient selon les capacités des bailleurs et des bénéficiaires.

Enfin, les financements spéciaux sont ceux qui couvrent d'autres types de besoins à l'instar des fonds d'urgence, la participation à des conférences et aux événements régionaux et/ou internationaux. Au rang de ces financements spéciaux, certains bailleurs de fonds ont intégré des financements pour la mobilisation de ressources dans l'optique de contribuer à l'autonomisation des groupes.

Processus d'attribution des subventions

L'attribution des financements dans la région se fait en majorité à travers des appels à projets dont les cycles diffèrent selon les bailleurs de fonds. Les processus d'appel à projets sont assez compétitifs pour les groupes et les militantEs LBTQ, notamment quand il s'agit des appels à portée mondiale. Souvent, le processus de sélection des projets est participatif et inclusif des communautés à travers des panels ou des comités de pairs. En parallèle, certains bailleurs de fonds maintiennent un processus restreint dont la décision d'attribution des financements revient aux équipes internes.

En dehors des cycles d'appels à projets, des mécanismes de financement ciblé sont disponibles. Dans ce cas de figure, les bailleurs de fonds identifient directement les groupes bénéficiaires, discutent des programmes à soutenir et procèdent au financement.



3.2 Appui technique

Les soutiens techniques au mouvement passent en général par des programmes de renforcement de capacités ou des programmes d'accompagnement en vue d'une autonomisation des groupes. Dans ce domaine, très peu de bailleurs de fonds s'investissent de manière claire et structurée. La majorité opte pour l'octroi de subventions visant à renforcer les capacités des groupes et militantEs.

3.3. Défis en lien avec l'appui financier et technique

Au travers de cette étude, nous avons pu identifier plusieurs défis en lien avec l'appui technique et financier reçu par le mouvement LBTQ.

Difficulté d'accès à l'information relative aux opportunités de financement

Les organisations LBTQ interrogées, surtout les plus jeunes et celles avec de faibles capacités de mobilisation de ressources, déclarent avoir très peu ou presque pas d'informations sur les opportunités de financement disponibles. Cette difficulté est également présente auprès des cellules LBTQ opérant au sein des organisations LGBTQ+. Ceci s'explique par le fait que ces cellules, étant hébergées par des organisations LGBTQ+, ne sont pas toujours éligibles aux financements spécifiques aux LBTQ. Par ailleurs, les ressources étant limitées, les organisations évoluent dans une démarche compétitive, ce qui restreint également le partage d'informations entre elles et donc l'accès aux financements. Cette répondante décrit la difficulté d'accéder aux informations relatives aux appels à projets tant sur le plan de l'information que de l'accessibilité au financement en lui-même, le plus souvent, en raison des faibles capacités des groupes.

« Plus les années passent, plus on observe un avancement positif sur la disponibilité des fonds s'inscrivant à faire progresser le mouvement LBTQ, quoique cela reste difficile d'y accéder. De même que les informations relatives aux appels à proposition »⁶.

Insuffisance des opportunités de financement pluriannuel

Comme le démontrent plusieurs autres recherches, la pérennisation des activités et la survie des organisations demeurent des préoccupations majeures pour les organisations et les groupes LBTQ. Il existe peu d'opportunités de financement pluriannuel pour les organisations. La majorité des cycles de financement existants couvrent généralement une période allant d'une (01) à deux (02) années. Cette précarité financière ne permet pas de pérenniser les ressources humaines, ni les activités. Pour les activités de plaidoyer, cette circonstance vient souvent créer une discontinuité préjudiciable étant donné que les résultats sont généralement acquis sur le long terme, avec un effort plus ou moins continu.

⁶RépondantE au questionnaire organisationnel LBTQ

Complexité des formulaires d'application

Pour beaucoup d'organisations LGBTQ consultées, le remplissage des formulaires d'appels à projets est une tâche difficile au regard de la complexité et de la lourdeur de certains formulaires. Cette difficulté rejoint également les faibles capacités techniques des organisations en termes de rédaction de projets solides avec une logique axée sur les besoins réels des communautés.

Faibles capacités linguistiques

Le faible niveau d'instruction est également une barrière que rencontrent les activistes et les groupes lors de leurs demandes de financement. En effet, certaines opportunités de financement sont en anglais et pas toujours traduites en français, ce qui accentue ces difficultés. Cette faiblesse transparaît également dans la rédaction des rapports d'activités, influant donc sur la redevabilité des groupes.



Manque d'analyse préalable des besoins réels

En général, l'accès aux opportunités d'appui technique est encore un défi. La majorité des appuis techniques dont bénéficient les activistes, les groupes et les organisations, qu'ils soient à l'initiative de ces dernières ou des bailleurs de fonds, sont rarement basés sur une évaluation réelle des capacités et des besoins des bénéficiaires. Les activistes, les groupes et les organisations se retrouvent souvent à bénéficier de soutien technique sur des thématiques ou avec des approches qui correspondent peu ou pas à la réalité de leurs contextes et de leurs capacités existantes. Il arrive que certains groupes émergents et moins expérimentés bénéficient d'un appui technique à l'initiative de groupes plus anciens. Cependant, cet accès aux opportunités ainsi que la complétude des formations reste limité. Aussi, les opportunités existantes sont-elles largement axées sur le VIH, thématique non prioritaire pour certaines organisations LBTQ.

« Les contextes ne permettent pas d'élargir les thèmes pour le renforcement des capacités. Nous sommes tenus de suivre des ateliers de renforcement offerts par les institutions du pays ou des bailleurs qui tous sont focus VIH. »⁷



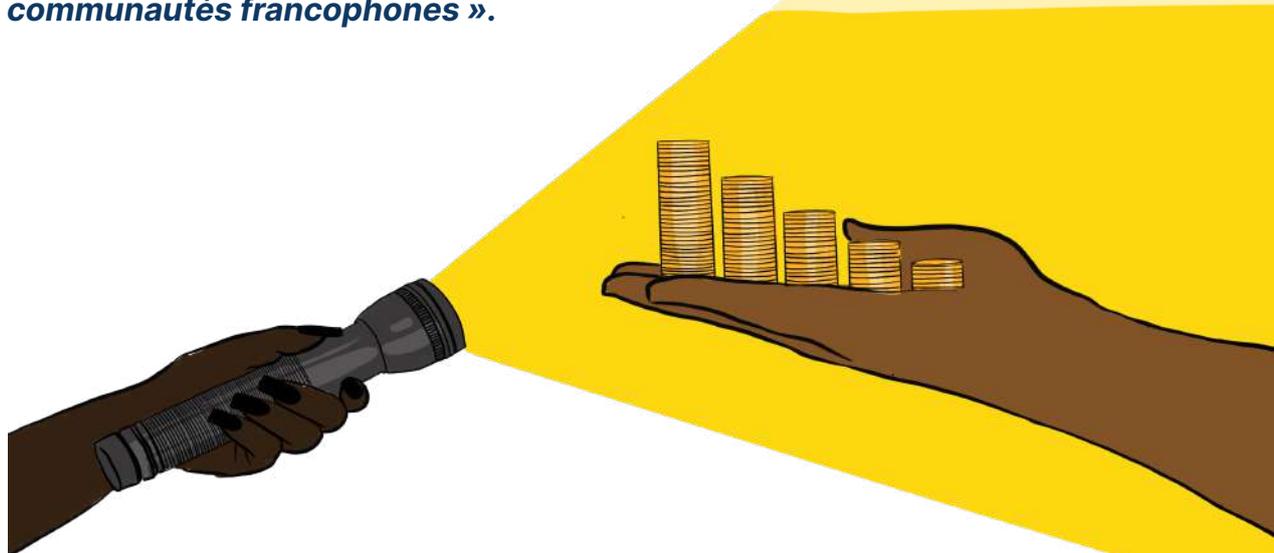
⁷RépondantE au questionnaire organisationnel LBTQ

4. Cartographie des Partenaires Techniques et Financiers

4.1. Qui finance quoi ?

Depuis plusieurs années, le paysage du financement en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun, comme dans d'autres régions du continent, est dominé par le financement pour les luttes contre le VIH/SIDA. La diversité des organisations et la visibilité de plus en plus grandissante des groupes LGBTQ viennent avec une multitude d'enjeux et de besoins, ne rentrant pas forcément dans l'agenda VIH. Ceci implique la nécessité d'une diversification des sources de financement et des thématiques financées. En 2018, selon le « Rapport sur les ressources mondiales, 2017-2018 » (GPP 2017-2018), le financement pour les luttes globales LGBTI dans les pays du Sud Global et de l'Est a connu une hausse totale de 55 millions de dollars, soit 46 %, par rapport à la période d'examen du précédent rapport (2014-2015), ce qui représente une augmentation dans chaque région. De ces ressources, 71,5 millions de dollars étaient destinés à l'Afrique subsaharienne.

La présente cartographie recense une diversité de partenaires techniques et financiers qui soutiennent les groupes LGBTQ dans les régions de l'étude. Ce sont principalement des ONG, des fondations, des organisations philanthropiques, des collectifs de bailleurs de fonds, certains gouvernements, des agences de coopération internationale, des donateurs multilatéraux et les représentations diplomatiques. Parmi ces partenaires, la majorité s'identifie comme étant à la fois bailleurs de fonds et pourvoyeurs d'assistance technique, d'autres comme pourvoyeurs d'assistance technique uniquement. Certains partenaires, à l'instar d'EGIDES, se sont dotés de missions plus spécifiques comme « **favoriser la concertation et la mobilisation afin de soutenir le renforcement de capacités pour créer des espaces de dialogue sécuritaire et inclusif, en vue d'assurer un accès à des ressources en français aux communautés francophones** ».



D'où viennent nos ressources ?

4.2. Couverture thématique et géographique des partenaires techniques et financiers

Le choix des pays d'intervention et des projets soutenus se fait sur la base de critères spécifiques qui sont entre autres :

- La région
- Les cibles prioritaires de financement
- L'idéologie et la mission des groupes
- La visibilité et le dynamisme du mouvement local
- Le niveau de menace sécuritaire et la possibilité d'opérer et d'envoyer des financements
- Le niveau de financement dans le pays
- La situation des personnes LBTQ dans le pays
- L'existence d'une opportunité d'agir

Ainsi, dans les régions de l'Afrique de l'ouest francophone et du Cameroun, nous avons pu répertorier les partenaires suivants:

Partenaires régionaux et internationaux

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LBTQ ⁸	Groupes soutenus	Historique d'intervention
Astraea Lesbian Foundation for Justice	Droits humains Initiatives de justice sociale et économique Mobilisation communautaire, construction de mouvements	Cameroun Côte d'Ivoire Senegal	Groupes LGBTQ+ avec une priorité aux groupes dirigés par des lesbiennes et des femmes queer, des personnes trans et de genre non binaire, des personnes intersexes et des personnes racisées.	Présente depuis plus d'une dizaine d'années, Astraea est l'un des premiers bailleurs de fonds aux côtés des groupes LBTQ. Ses domaines d'intervention évoluent avec les besoins des communautés soutenues.

⁸ Veuillez noter que cette liste fait exclusivement référence aux pays impliqués dans la présente étude

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LBTQ	Groupes soutenus	Historique d'intervention
<p>African Queer Youth Initiative (AQYI)</p>	<p>Renforcement du leadership des LBTQ, plus précisément en Afrique de l'Ouest francophone</p> <p>Renforcement de capacités (micro-subventions, formations, etc.)</p> <p>Réseautage</p> <p>Production d'outils et de connaissances</p>	<p>Burkina Faso</p> <p>Côte d'Ivoire</p> <p>Cameroun</p> <p>Mali</p> <p>Togo</p>	<p>Jeunes LGBTQ+ (18-35 ans)</p>	<p>AQYI a été fondée en 2015 par des jeunes LGBTQ+ africainEs pour prendre en charge les enjeux qui les touchent. Elle se définit comme pourvoyeuse d'assistance technique avec la particularité de soutenir les activistes indépendantEs. AQYI a été l'une des premières organisations à octroyer des ressources aux militantEs indépendantEs à travers le programme de bourses MawuLisa¹⁰.</p>
<p>COC Nederland</p>	<p>Construction de mouvements</p> <p>Renforcement de capacités des organisations</p> <p>Soutien aux communautés</p> <p>Plaidoyer</p> <p>Réseautage et partage de connaissances</p>	<p>Burkina Faso</p> <p>Bénin</p> <p>Cameroun</p> <p>Mali</p> <p>Sénégal</p>	<p>Groupes LGBTQ+, avec une priorité à ceux dirigés par les L-B-T-Q-I</p>	<p>CoC est présent en Afrique de l'ouest depuis 2014, avec des interventions ponctuelles au Mali à travers un projet conjoint avec l'ambassade des Pays Bas et Coalition Anti-Sida. Leur couverture s'est ensuite étendue à l'Afrique de l'Ouest francophone depuis 2016, avec l'intégration du Burkina Faso, du Sénégal et du Cameroun dans le programme PRIDE</p>

¹⁰Mawulisa est un projet pour soutenir les militantEs LBTQ âgées de 18 à 35 ans en début ou en milieu de carrière, dans certains pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali, Sénégal, Côte d'Ivoire et Nigeria) afin de concevoir et de mettre en œuvre des projets axés sur les problèmes affectant les jeunes femmes LBTQ dans leur pays et leur communauté, tout en défendant leurs droits.

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LBTQ	Groupes soutenus	Historique d'intervention
				<p>(2016-2020). Un nouveau programme, Power of Pride (Pouvoir des Fiertés) (2021-2025), intègre désormais 4 pays de l'Afrique de l'ouest francophone (Bénin, Burkina Faso, Sénégal, Mali) ainsi que le Cameroun. Ce choix est basé sur le fait que leur bailleur de fonds, le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas, considère le Sahel comme une zone d'intervention prioritaire.</p>
<p>Enda Santé</p>	<p>Lutte contre le VIH/SIDA</p> <p>Santé sexuelle et reproductive (SSR) et Planification familiale (PF)</p> <p>Études, recherche en santé publique</p> <p>Autonomisation des femmes et groupes économiquement vulnérables</p> <p>Marketing social</p> <p>Lutte contre la violence basée sur le genre (VBG)</p> <p>Nutrition</p> <p>Environnement et santé</p>	<p>Côte d'Ivoire</p> <p>Mali</p> <p>Senega</p>	<p>Population générale, populations clés, y compris les personnes trans dans les pays où ces dernières sont identifiées comme cible prioritaire en matière de santé VIH</p>	<p>L'organisation intervient à titre de pourvoyeuse d'appui technique depuis 2013 dans les pays ci-contre cités.</p>

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LBTQ	Groupes soutenus	Historique d'intervention
EGIDES	Accompagnement des organisations LBTQ Défense des droits Bien-être	Cameroun Togo Bénin	Groupes LGBTQI francophones, avec une priorité aux groupes dirigés par des lesbiennes et des femmes queer, des personnes trans, de genre non binaire, intersexes	EGIDES a été créée en 2019 et collabore avec des organisations LGBTQI en Afrique de l'ouest francophone et au Cameroun à travers le fonds Charlot Jeudy et d'autres initiatives de l'alliance et des organisations membres. Sa particularité est le fait qu'elle intervient spécifiquement dans les pays francophones.
Equitas	Programme de formation aux droits humains	Burkina Faso Sénégal	Organisations et militantEs de droits humains	Equitas offre depuis plusieurs années un renforcement de capacités à travers des formations aux groupes et militantEs sur les questions de droits humains afin d'avancer leurs luttes. Au cours de l'année 2021, l'organisation a annoncé, à travers le programme AGIRI ⁹ , des fonds aux groupes dans les pays du Sud.

⁹ Fonds Agir ensemble pour l'inclusion

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LBTQ	Groupes soutenus	Historique d'intervention
Fondation de France	Démocratie et droits humains Agriculture familiale Méditerranée Lutte contre le VIH/SIDA Solidarité aux migrantEs	Côte d'Ivoire (cellule LBQ)	Population générale, LGBTQ+	La fondation soutient depuis plusieurs années les programmes de santé sexuelle (IST, VIH/Sida) et les droits humains, généralement auprès des groupes.
FRIDA	Mobilisation communautaire Soutien aux communautés Autonomisation Luttes féministes et plaidoyer	Bénin Cameroun Togo	L-B-T-Q+, ProfessionnellEs du sexe	FRIDA est un fond féministe présent en Afrique de l'Ouest francophone et au Cameroun depuis près d'une dizaine d'années. Il adapte ses interventions aux besoins des groupes soutenus.
FHI360	Lutte contre le VIH/SIDA Santé sexuelle et reproductive Renforcement de capacités et appui technique Lutte contre les VBG	Burkina Faso Côte d'Ivoire Mali Togo	Populations clés	FHI 360 est un partenaire à la fois technique et financier dans certains pays. Depuis son implémentation, son domaine d'intervention est principalement la santé sexuelle et reproductive, les droits humains en lien avec l'accès aux services de santé. Cependant, ce service tend à évoluer en soutenant des actions comme les consultations

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LBTQ	Groupes soutenus	Historique d'intervention
				juridiques par et pour les communautés, la documentation des VBG et les formations pour un renforcement organisationnel offertes aux groupes.
Fondation Rainbow Solidarité	<p>Lutte contre l'homophobie</p> <p>Droits humains, lobbying et plaidoyer</p> <p>Aide et assistance juridique</p> <p>Renforcement de capacités</p> <p>Initiatives de renforcement sécuritaire</p>	Côte d'ivoire Mali	L-G-B-T-Q-I-A francophones	La Fondation Rainbow Solidarité a clos ses activités au soir de l'année 2020. Les organisations ayant bénéficié des derniers financements ont ainsi mis en œuvre leurs dernières activités pour clôturer les subventions.
Initiative Sankofa D'Afrique de l'Ouest (ISDAO)	<p>Droits humains et plaidoyer</p> <p>Renforcement de capacités</p> <p>Renforcement du mouvement</p> <p>Soutien aux communautés</p> <p>Financement de base</p> <p>Production d'outils et de connaissances</p>	Bénin Burkina Faso Côte d'Ivoire Mali Togo Sénégal	Groupes LGBTQI, avec une priorité aux groupes dirigés par des lesbiennes et des femmes queer, des personnes trans et de genre non binaire, des personnes intersexes, des jeunes et, aux groupes qui ont une approche intersectionnelle dans leur lutte contre diverses oppressions.	L'ISDAO est un bailleur de fonds par et pour les communautés LGBTQI implanté depuis 2016 et qui a commencé à donner ses premières subventions bien plus tard. Ses domaines d'interventions s'adaptent à la dynamique des mouvements. À titre d'exemple, en 2021, l'ISDAO a octroyé ses premiers financements pour des interventions visant des travailleur-euse-s du sexe LGBTQI.

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LGBTQ	Groupes soutenus	Historique d'intervention
International Trans Fund (ITF)	<p>Programmes de renforcement de capacités du mouvement trans aux niveaux national, régional et international</p> <p>Autodétermination et bien-être des personnes trans</p> <p>Plaidoyer et droits des personnes trans</p>	Togo	Personnes trans	<p>ITF est un fonds de subventionnement participatif composé de militantEs et de donateur-trices trans. L'ITF vise à accroître la capacité du mouvement trans à s'auto-organiser et à défendre les droits, l'autodétermination et le bien-être des personnes trans. L'organisation est active depuis 2017 et soutient à date, un groupe trans au Togo.</p>
Médicos del mundo	Santé globale et santé sexuelle et reproductive, réductions des risques et prévention Ébola	Sénégal	Populations clés, LGBTQ et population générale	<p>L'organisation œuvre pour l'accessibilité des soins de santé aux populations vulnérables. Depuis son implémentation au Sénégal, ses cibles ont évolué et couvrent désormais les populations clés et les LGBTQ.</p>
Outright International	<p>Droits humains et plaidoyer</p> <p>Soutien aux communautés</p> <p>Fonds d'urgence COVID-19</p>	Bénin Guinée	Les organisations LGBTQI et les organisations généralistes qui militent pour promouvoir la dignité et influencer des changements positifs dans les lois, les politiques, les attitudes et les croyances qui	<p>L'organisation est présente depuis près d'une dizaine d'années et intervient spécifiquement sur les questions de droits humains et de plaidoyer. Son domaine d'intervention a évolué avec la pandémie de COVID-19 durant</p>

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LBTQ	Groupes soutenus	Historique d'intervention
			sont à l'origine de la discrimination à l'encontre des personnes LGBTQI.	laquelle elle a octroyé des fonds d'urgences à certains groupes.
Synergia Initiative for Human Rights	Droits humains et plaidoyer Renforcement de capacités Construction de mouvements	Bénin Burkina Faso Côte d'ivoire Cameroun Mali Niger Sénégal Togo	Groupes LGBTQI avec une priorité aux groupes dirigés par des lesbiennes et des femmes queer, des personnes trans et de genre non binaire, des personnes intersexes.	L'organisation est présente en Afrique de l'Ouest et au Cameroun depuis 2012. Son approche consiste à travailler avec un partenaire basé dans les régions pour soutenir les groupes émergents dans leur développement. Elle est aussi très présente dans les instances de plaidoyer au niveau régional et international. Depuis plusieurs années, elle se concentre sur le renforcement des groupes afin que ces derniers puissent occuper stratégiquement les instances de plaidoyer.
Queer African Youth Network (QAYN)	Renforcement de capacités Construction de mouvements Soutien aux communautés Droits humains et plaidoyer Création de ponts avec d'autres mouvements de revendication Production d'outils et de connaissances	Bénin Burkina Faso Côte d'ivoire Cameroun Mali Sénégal Togo	LBTQ	QAYN, depuis 2010, est l'une des pionnières dans la sous-région ouest africaine francophone et au Cameroun à soutenir les groupes LBTQ. L'organisation a commencé en octroyant des financements de structuration et de services aux communautés. Elle a ensuite créé l'École Activiste qui est l'une des opportunités d'appui technique

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LBTQ	Groupes soutenus	Historique d'intervention
				les plus connues des militantEs et organisations de la région.
Urgent Action Fund Africa	Luttes féministes Fonds d'urgence	Bénin	Femmes et filles	Ce bailleur de fonds se distingue par sa spécificité, qui est l'octroi de fonds d'urgences aux groupes de femmes. Urgent Action Fund accorde une aide dans trois types de cas: situations de conflits armés, d'escalade de la violence ou d'instabilité politique; situations de précédents juridiques et actions en faveur de réformes législatives; ainsi que pour la protection des militantes et des défenseuses des droits des femmes.

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LBTQ	Groupes soutenus	Historique d'intervention
<p>XOESE¹¹ (Fonds francophone pour les femmes)</p>	<p>Renforcement du mouvement francophone des droits des femmes et des jeunes femmes</p> <p>Participation politique et publique des femmes et des jeunes femmes</p> <p>Autonomisation économique et leadership professionnel des femmes et des jeunes femmes</p> <p>Genre, paix et sécurité</p> <p>Bien-être, sécurité et efficacité des Femmes et Jeunes Femmes Défenseuses des Droits Humains (FDDH)</p> <p>Environnement et changement climatique</p>	<p>Cameroun</p>	<p>Femmes</p>	<p>Créé en 2015, XOESE est un fonds autonome pour les femmes francophones afin de relever les défis de financement que rencontrent les organisations et militantEs francophones des droits des femmes. Basé à Lomé au Togo, avec une priorité d'intervention dans les pays francophones africains (excluant le Maghreb) et au-delà, le fonds a octroyé son premier financement aux luttes LBQ en 2021, à une organisation LBQ, basée au Cameroun.</p>

Tableau 1: Partenaires techniques et financiers régionaux et internationaux

¹¹ XOESE veut dire « Crois-y » en Mina et en Ewe, des langues parlées en Afrique de l'ouest (Togo/Ghana)

Partenaires nationaux

Les partenaires listés ci-dessous fournissent une assistance technique au niveau des pays. Cependant, il est important de noter qu'il demeure difficile pour les groupes et militantEs de mobiliser des ressources sur le plan national en raison des contextes socio-juridiques répressifs.

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LBTQ	Groupes soutenus	Historique d'intervention
<p>Association Béninoise pour la Promotion de la Famille (ABPF)</p>	<p>Santé sexuelle et reproductive</p>	<p>Bénin</p>	<p>Femmes LBQ, professionnelles du sexe et population générale</p>	<p>L'association offre des services en lien avec la santé sexuelle et reproductive. Initialement, ses bénéficiaires étaient uniquement la population générale. Cependant, depuis quelques années, elle construit une collaboration avec les groupes LGBTQ concernant les services de santé sexuelle.</p>
<p>Plan International</p>	<p>Droits des enfants Égalité pour les filles</p>	<p>Bénin Mali</p>	<p>Enfants Filles</p>	<p>Plan International fournit essentiellement un appui technique aux groupes dans les pays ci-contre. Cet appui peut être une formation et la mise à disposition de ressources pouvant leur permettre d'effectuer leur travail. L'organisation, bien que basée dans d'autres pays impliqués dans cette recherche, est plus active auprès des groupes LGBTQ+ dans les pays cités.</p>

Partenaires Techniques et Financiers	Domaines d'intervention	Pays francophones concernés par des programmes LBTQ	Groupes soutenus	Historique d'intervention
CoRC-Bénin	Sensibilisation contre le COVID-19	Bénin	Population générale et populations clés	CoRC-Bénin est une initiative communautaire de réponse à la pandémie qui a fourni un appui aux groupes communautaires incluant les LGBTQ+ pour sensibiliser les communautés. Il s'agissait d'une initiative spécifique et ponctuelle.
Programmes et commissions pays de lutte contre le VIH/ SIDA				Les programmes nationaux ainsi que les commissions nationales de lutte contre le VIH/SIDA dans certains pays où les personnes trans ont été reconnues comme cibles prioritaires de la lutte ont commencé à allouer des ressources, quoiqu'encore faibles, à ces groupes. Cependant, ces ressources sont exclusivement dédiées aux actions de sensibilisation contre le VIH/SIDA et les IST.
Commissions/ instituts nationaux-ales des droits de l'Homme¹²				Les Instituts et Commissions des Droits de l'Homme apportent un appui en termes de renforcement de capacités et réseautage aux groupes qui font du plaidoyer. D'après les réponses des répondantEs, les pays dans lesquels ces commissions sont les plus actives auprès des groupes sont la Côte d'Ivoire et le Togo.

Tableau 2: Partenaires techniques et financiers nationaux

¹² Libellé adopté dans les pays pour désigner les commissions et institutions travaillant sur les questions de droits humains

5. Impacts et besoins

5.1. Impact des programmes sur le mouvement

Les différents programmes et appuis techniques disponibles ont contribué positivement à l'évolution du mouvement LGBTQ en Afrique de l'ouest francophone et au Cameroun. Ces opportunités ont été déterminantes dans la construction des mouvements L-B-T-Q. Par exemple, du point de vue du développement organisationnel, certaines des organisations et réseaux enrôlés ont déclaré que les opportunités d'appui technique leur ont permis, surtout pendant la crise de COVID-19, d'acquérir des ressources pour le travail à distance et aussi de fournir aux communautés desservies des articles de première nécessité et combler leurs besoins alimentaires. En effet, nombreux sont les membres de la communauté évoluant dans le secteur informel qui ont perdu leurs sources de revenus du fait de la crise sanitaire qui a affecté le monde. Cet appui a également permis à d'autres groupes d'acquérir un siège physique pour leur organisation, leur permettant ainsi de tenir des rencontres et mener des activités de façon sécurisée.

Au niveau des capacités des groupes, il ressort que les formations et opportunités de collaboration ont permis à certaines organisations d'étendre leur travail au niveau régional et ainsi accroître leur visibilité. Avec des capacités accrues, les organisations sont en mesure de mieux prendre en charge leurs besoins, d'avoir une meilleure présence et une meilleure redevabilité auprès des partenaires. Cette évolution contribue à améliorer l'accès aux financements. Il faut aussi noter que la visibilité accrue contribue à l'autodétermination des groupes LGBTQ au sein du mouvement global. Même si les avancées ne sont pas négligeables, force est de constater que les groupes LGBTQ tendent encore à être invisibilisés, et ce, même au sein de la communauté LGBTQ+. Néanmoins, la visibilité grandissante du mouvement LGBTQ de la région lui permet de développer des liens avec d'autres mouvements de justice sociale tels que les mouvements de défense des droits des femmes ou encore les mouvements des jeunes. Notons tout de même que l'étendue de ce type de collaborations diffère largement en fonction du pays et du contexte local.

Lorsque les financements sont flexibles, les programmes et appuis techniques et financiers aident les groupes à mener des actions qui leur sont pertinentes. Cependant, bien que les programmes et appuis disponibles contribuent aux luttes, certains domaines jugés prioritaires par les communautés sont encore peu ou pas couverts. Il est également encore difficile pour certains groupes d'avoir accès aux ressources même si globalement, on note une contribution positive des programmes et appuis à l'évolution des mouvements au niveau national et régional. Quoi qu'il en soit, il est important de documenter ce processus d'évolution du mouvement et des luttes afin de s'approprier le narratif du militantisme LGBTQ.

5.2. Besoins prioritaires peu ou pas couverts

Dans le cadre de cette étude, nous avons pu recueillir les avis des organisations et militantEs quant aux domaines d'intervention qui demeurent peu ou pas couverts par les programmes et appuis techniques et financiers actuels. Nous classons ces domaines d'intervention en cinq (05) grandes catégories : la santé, le plaidoyer et les droits humains, la sécurité, le soutien aux communautés et le développement du mouvement.

Santé

Dans le domaine de la santé, les répondantEs ont identifié plusieurs thématiques qui manquent encore d'appui :

Santé mentale et bien-être: Les besoins de services en santé mentale connaissent une évolution constante alors que paradoxalement, les ressources pour y répondre sont quasi inexistantes. Dans le contexte ouest africain et au Cameroun, les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, trans, queer et de genre non-binaire (LGBTQ+) doivent faire face à des préjugés quotidiens. À cela s'ajoute la crainte du rejet d'une société qui les stigmatise. La perte de confiance en soi, le repli et l'isolement provoqués par la stigmatisation et la discrimination sont alors renforcés par le regard négatif des autres, créant ainsi un cercle vicieux qui peut engendrer énormément de stress. Le stress des minorités¹³ est de plus en plus visible alors que les organisations et militantEs ne sont pas outilléEs pour y faire face. Comme le démontre le rapport (Kugbe & Akpokli, 2020), « *Pour en finir avec les labyrinthes, Portrait de nos vécus : une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés lesbiennes, bisexuelles et queer dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre* », plus le niveau de violence est élevé, plus la santé mentale est affectée, rendant alors les membres des communautés plus susceptibles aux problèmes d'addiction aux drogues et à l'alcool.

¹³ Le stress minoritaire est décrit par Meyer comme des niveaux chroniquement élevés et bien documentés de stress auxquels sont confrontés des membres de groupes minoritaires stigmatisés. Cela peut être causé par un certain nombre de facteurs, y compris l'orientation sexuelle et l'identité de genres, le faible statut socio-économique, la discrimination, la stigmatisation, etc.



D'où viennent nos ressources ?

Santé sexuelle et reproductive: Globalement, les soins de santé sexuelle et reproductive sont décrits comme étant accessibles, surtout auprès des ONGs et structures de prise en charge communautaires. Cependant, l'on note que la plupart des bénéficiaires préfèrent ne pas mentionner leur orientation sexuelle et identité de genre à moins que cela ne soit expressément exigé par le/la prestataire de services de santé par peur d'être stigmatiséE. Par exemple, dans certains contextes comme au Sénégal, les LBQ ne peuvent accéder à des services de santé sexuelle spécifiques que dans les centres de prise en charge des travailleuses du sexe. Il est également important de soulever l'indisponibilité des services de santé sexuelle et reproductive pour les personnes en dehors des villes principales, et même la non-complétude de l'offre de services. Par exemple, aucun des pays impliqués dans cette étude ne fournit de plateaux de services qui répondent aux besoins de soins d'affirmation du genre des personnes trans et non binaires.

Hormonothérapie: Les répondantEs décrivent une situation d'absence de ressources et de services sécuritaires pour avoir accès à l'hormonothérapie. Les organismes et militantEs trans et non binaires décrivent cette thématique comme étant peu couverte. En effet, les personnes interrogées ont soulevé la difficulté d'accéder à des endocrinologues ouvertEs et éduquéEs sur les questions d'identité de genre, sans compter les coûts relatifs à cette démarche qui peuvent être difficiles à supporter. Pour les personnes trans et non binaires qui vivent en dehors des grands centres urbains, les questions de coût et de disponibilité de l'hormonothérapie représentent un défi encore plus important. À cela s'ajoute la réticence de certainEs prestataires de soins à prescrire des hormones aux bénéficiaires.

« CertainEs prestataires refusent de signer nos ordonnances pour ne pas avoir de responsabilités en cas de problèmes »¹⁴

Procréation Médicalement Assistée (PMA): L'étude a révélé que les membres de la communauté, les LBQ en particulier, réfléchissent de plus en plus sur la question de la PMA. Pour l'instant, ceci n'est exprimé que comme un désir, sans réflexion approfondie sur ce que pourraient être les besoins ou les éléments qui pourraient contribuer à la concrétisation de la PMA pour les membres de la communauté. Néanmoins, selon certainEs répondantEs, un bon point de départ serait de renforcer les capacités des prestataires de soins et des communautés, ainsi que les diverses parties prenantes sur cet enjeu. À la suite de cette sensibilisation, il serait important de mettre à disposition des ressources pour

¹⁴ MilitantE trans lors du panel de la rencontre régionale entre les groupes et militantEs trans et non binaires et les prestataires de santé qui travaillent avec elleux. /QAYN/Grand Bassam Nov 2021.

que les communautés puissent avoir accès à la PMA de façon sécuritaire. Au niveau des personnes trans, le sujet de la procréation médicalement assistée est un terrain encore inexploré. Les militantEs décrivent une absence d'informations et de services disponibles.

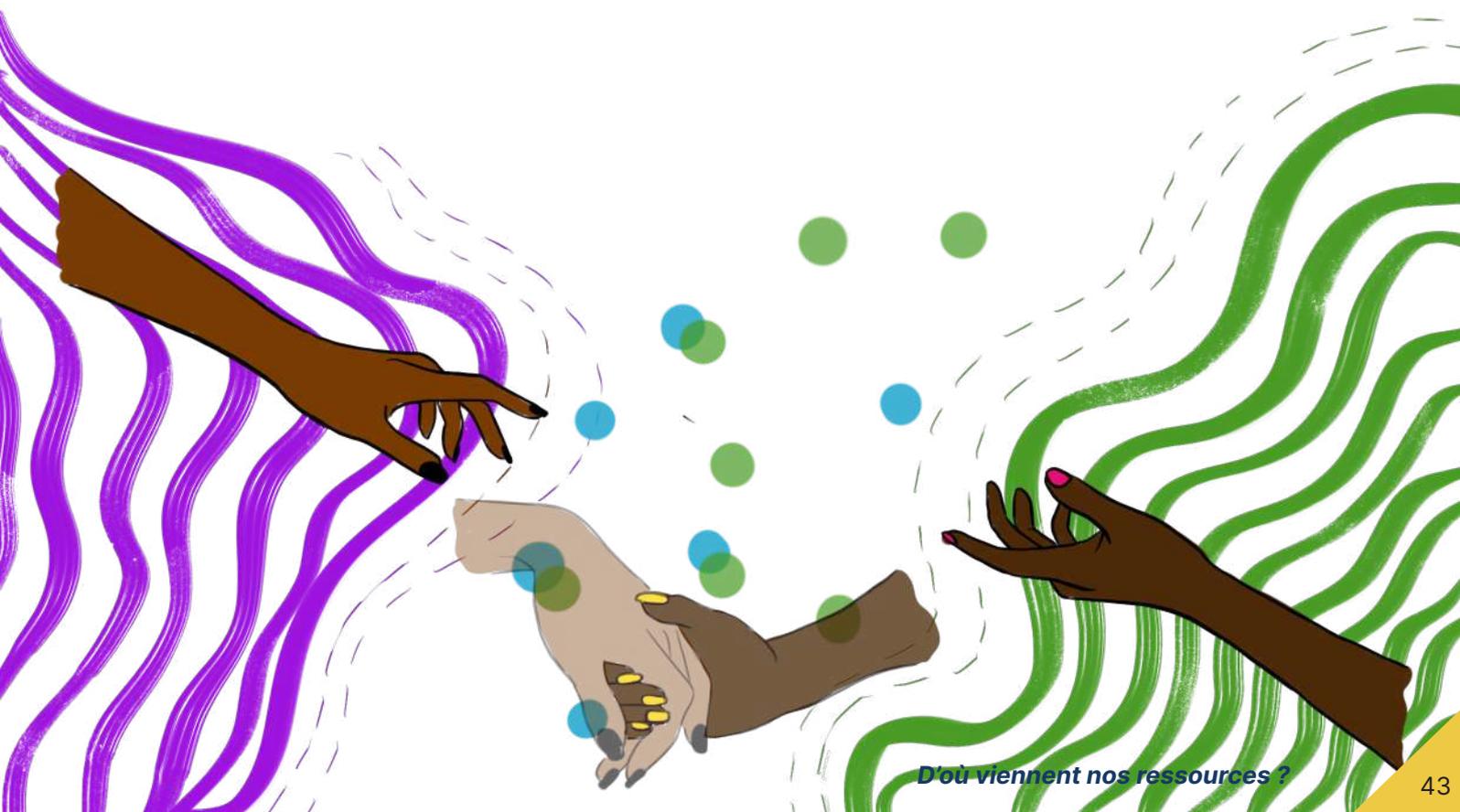
Droits humains et plaidoyer

Prise en charge des survivantEs de violence conjugale: La violence conjugale est un sujet tabou dans les communautés LGBTQ et est généralement considérée comme l'apanage des couples hétérosexuels. Cependant, selon le rapport (Kugbe & Akpokli, 2020), « *Pour en finir avec les labyrinthes, portraits de nos vécus* », jusqu'à 36% des auteurEs de violences sont des partenaires intimes de même sexe, et 22% des partenaires intimes de sexe différents. La proportion importante de partenaires intimes auteurEs d'agression est une réalité qui vient confirmer les résultats d'études précédentes menées en Afrique francophone subsaharienne. On peut citer en exemple le rapport « *Au-delà des suppositions, pratiques sexuelles et besoins en santé sexuelle et reproductive des lesbiennes, bissexuelles, queer et femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes en Afrique francophone et subsaharienne* » (Armisen & E-K, 2015). Ainsi, les répondantEs énoncent une urgence à agir afin de mettre en place des services de prise en charge et de soutien aux survivantEs de ces violences. Parallèlement, il existe aussi une opportunité de mieux sensibiliser les communautés sur ce sujet.



Documentation et plaidoyer: Les groupes LBTQ manquent énormément de ressources et de capacités pour mener des actions de plaidoyer. Les financements reçus ne permettent pas de construire des stratégies de plaidoyer efficaces étant donné que ces derniers sont, pour la plupart, limités dans le temps et que les actions de plaidoyer se mesurent généralement sur le moyen et le long terme. De plus, les groupes ont rarement les moyens et ressources pour participer dans les instances régionales et internationales de droits humains. Si on note une certaine présence des groupes LGBTQ+ au sein de ces espaces, il n'en demeure pas moins que les enjeux spécifiques aux personnes LBTQ demeurent peu connus puisque ces dernières sont peu ou pas présentes.

Prise en charge juridique et judiciaire des survivantEs de VBG et/ou mécanismes alternatifs de soutien: Il existe très peu de mécanismes auxquels les survivantEs de VBG peuvent avoir recours. Pourtant, les personnes LBTQ sont souvent victimes de violences et abus de tout genre dans un spectre tri dynamique : le genre, l'orientation sexuelle et souvent, le statut socio-économique. Même lorsque ces mécanismes existent, très peu de survivantEs y ont recours en raison du fait qu'ils ont perdu confiance en les systèmes juridique et judiciaire de leur pays. Il serait donc opportun de mettre en place un système de justice alternatif comprenant la médiation, le soutien aux survivantEs et leur réinsertion. Par ailleurs, rares sont les groupes LBTQ qui ont connaissance et font usage des mécanismes de protection nationaux, régionaux et internationaux à l'instar des procédures spéciales ou le recours aux expertEs indépendantEs des Nations Unies.



Soutien aux communautés

Autonomisation financière des communautés:

L'un des enjeux le plus souvent ressortis dans le cadre de cette étude est la nécessité de l'autonomisation financière des communautés LGBTQ. En effet, une communauté plus forte est une communauté qui se réalise et qui fait avancer ses luttes. Comme l'ont démontré des études telles que « *Jeunes et hors des marges : Impact de la COVID-19 sur les jeunes africains LGBT+* » (AQYI, 2021), nombreux sont les membres de nos communautés qui évoluent dans le secteur informel et dont le niveau d'étude est relativement bas, ce qui compromet leur employabilité. De plus, le manque d'autonomie financière augmente la probabilité que les membres des communautés adoptent des comportements à risque et/ou restent dans des relations abusives. Une attention particulière se doit également d'être accordée aux parents LGBTQ monoparentaux qui ont des besoins accrus, à la fois pour leurs enfants et pour elleux-mêmes, aux LGBTQ travailleur-euse-s du sexe ainsi qu'aux jeunes.



Sécurité

Sécurité numérique et organisationnelle: La sécurité des organisations et des militantEs dans des contextes aussi répressifs que ceux des pays cibles de cette étude est un véritable enjeu. En effet, les organisations ne sont pas suffisamment outillées pour réduire les risques en matière de sécurité ainsi que leur vulnérabilité. Cependant, ces dernières ont su développer des ressources de base pour sécuriser leurs activités et leurs bénéficiaires même si celles-ci sont encore insuffisantes et inadaptées aux besoins évolutifs des bénéficiaires et des organisations.

Fonds d'urgence et hébergement temporaire: L'absence de refuges et de ressources d'hébergement d'urgence a été soulevée par la quasi-totalité des groupes et militantEs interrogéEs dans cette étude. Les expulsions familiales et les violences sont récurrentes. Il arrive souvent que les membres de la communauté soient exclus de leur lieu de résidence pour diverses raisons. Bien qu'il existe des fonds d'urgence, le mécanisme d'accès est parfois long, lent et difficile pour les organisations, surtout celles qui ont moins d'expériences. Lorsque des situations de violence surviennent, les groupes sont obligés de s'organiser au cas par cas alors qu'ils n'ont généralement pas de financements budgétisés pour faire face à ces situations.

Développement du mouvement

Le développement du mouvement est un défi continu qui requiert une continuité des actions entamées au cours des années précédentes. De nombreuses stratégies et opportunités de développement des mouvements LBTQ sont désormais disponibles. Cependant, pour les rendre plus efficaces, il est important de les personnaliser aux besoins des groupes. Les stratégies générales et globales ont démontré des limites dans la mesure où leur approche holistique invisibilise les besoins spécifiques de certains groupes. De plus, souvent, les stratégies de développement du mouvement se basent sur les expériences des organisations et très rarement sur celles des militantEs indépendantEs.

« Les activistes indépendantEs sont misEs de côté par les bailleurs alors que notre travail est tout aussi important »¹⁵

Il est donc important de remédier à cela en s'intéressant davantage au travail et aux expériences des militantEs indépendantEs.

¹⁵ RépondantE au questionnaire des activistes indépendantEs

6. Recommandations

Afin de combler les écarts entre les besoins des organisations et activistes indépendantEs LGBTQ de l'Afrique de l'ouest francophone et du Cameroun et les domaines d'intervention des partenaires techniques et financiers, et ainsi répondre aux besoins identifiés au cours de cette étude, nous proposons les recommandations suivantes.

6.1. À l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

Financement et Appui Technique

- Financer les activités ou les domaines thématiques qui sont proposés ou identifiés par les activistes elleux-mêmes ;
- Augmenter les ressources et les octroyer directement aux groupes concernés, experts de leurs propres enjeux ;
- Mettre en place des programmes de financement spécifiques pour les jeunes et les personnes d'âge mûr ;
- Mieux communiquer sur les opportunités de financement (augmenter les délais d'application, rendre les annonces accessibles et systématiquement les traduire en français et dans certaines langues locales) ;
- Alléger les formulaires de candidatures des appels à projets ;
- Clarifier les processus et les cycles de financement ;
- Octroyer des financements multi-annuels, surtout pour les actions de plaidoyer ;
- Mieux soutenir les médias numériques militants ;
- Mettre en place des missions/processus indépendants d'évaluation des besoins au Niger et en Guinée, en collaboration avec les activistes locaux-ales pour renforcer leurs capacités et améliorer leur autonomie ainsi que leur intégration dans le mouvement régional ;
- Mettre en place un processus d'évaluation des besoins en appui technique des groupes, dans une approche intersectionnelle ;
- Améliorer les contacts avec les activistes indépendantEs, reconnaître leur travail et mieux les soutenir ;
- Alléger les processus d'accès aux fonds d'urgence ;
- Octroyer des financements de base pour permettre aux organisations plus jeunes de se développer.

Programmes

- Soutenir l'embauche et la mise à disposition de psychologues et médecins pour le suivi des personnes trans désirant bénéficier de l'hormonothérapie ;
- Soutenir les initiatives de création de refuges et d'hébergement temporaire ;
- Renforcer les capacités des organisations en mobilisation de ressources, décolonisation des pratiques de gestion et enjeux féministes ;
- Soutenir les programmes de prise en charge de santé mentale et des survivantEs de violence conjugale ;
- Soutenir les programmes visant l'autonomisation financière des communautés ;
- Soutenir les initiatives de documentation des violations et abus sur les personnes LBTQ et leur participation dans les instances de plaidoyer aux niveaux national, régional et international ;
- Soutenir les initiatives de réseautage qui encouragent la création de liens et le partage de connaissances au sein et en dehors du mouvement.

6.2. À l'endroit des organisations et activistes

- Faire une meilleure exploitation des connaissances produites à travers les études communautaires dans le cadre des demandes de financement ;
- Formaliser les processus de consultation des communautés à la base ;
- Communiquer sur les acquis et accomplissements en gardant à l'esprit la question de sécurité ;
- Mettre en place des processus de transfert de connaissances et d'apprentissage au sein des organisations et des communautés ;
- Démocratiser les processus de prise de décision au sein des organisations ;
- Encourager le leadership des organisations et militantEs trans et LBQ au sein des organisations LGBTQ+ ;
- Améliorer l'impact des actions de plaidoyer en créant une synergie d'actions représentative de la diversité des enjeux.

Bibliographie

AQYI. (2021). *Jeunes et hors des marges : impact de la COVID-19 sur les jeunes africains LGBT*

Armisen, & E-k. (2015). *Au-delà des suppositions, pratiques sexuelles et besoin en santé sexuelle et reproductive des lesbiennes, bissexuelles, queer et femmes qui ont des rapports sexuelles avec des femmes en Afrique francophone et subsaharienne.*

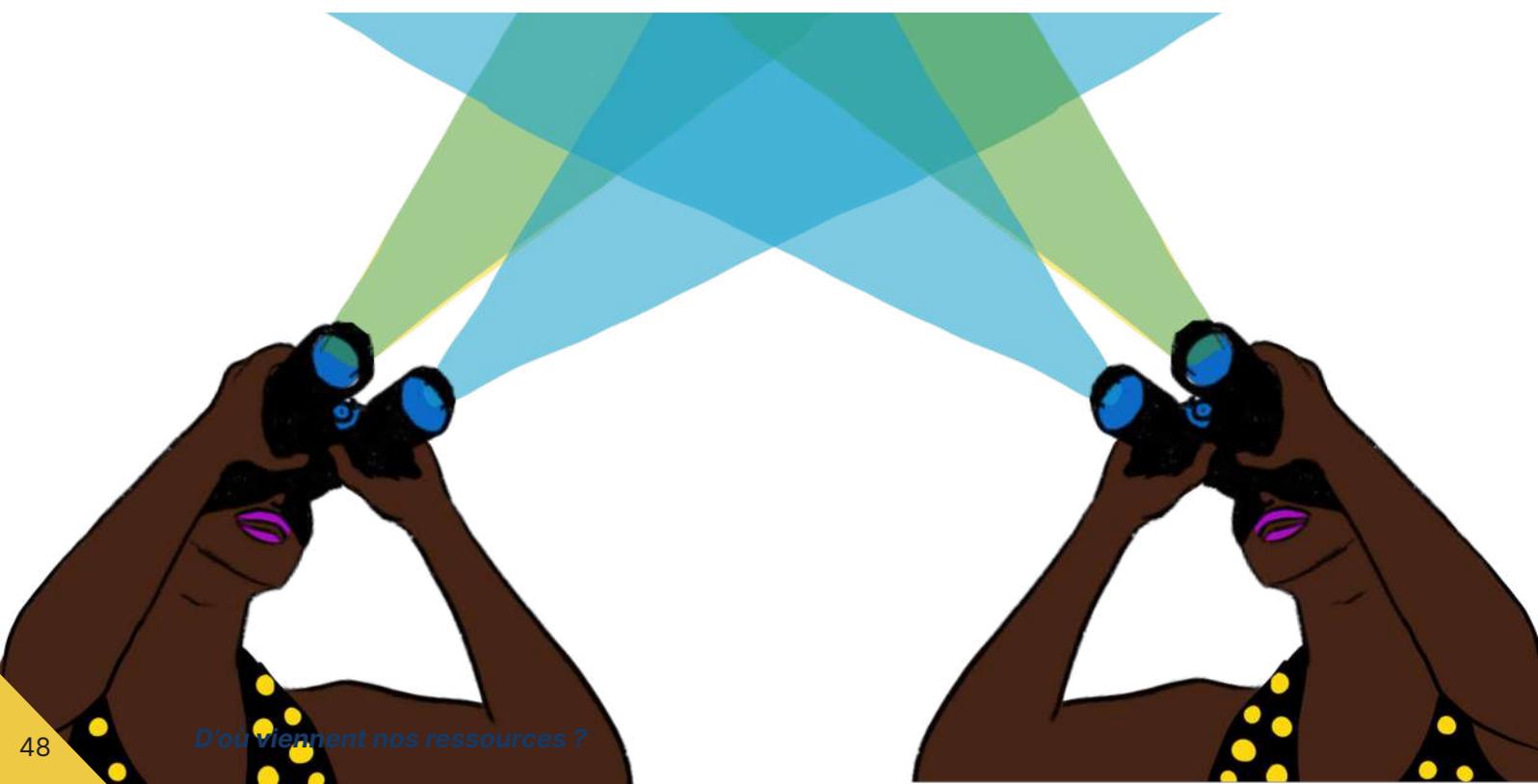
Armisen & Al. (2016). « Nous existons » ; *Cartographie des organisations LGBTQ en Afrique de l'Ouest, 2016.*

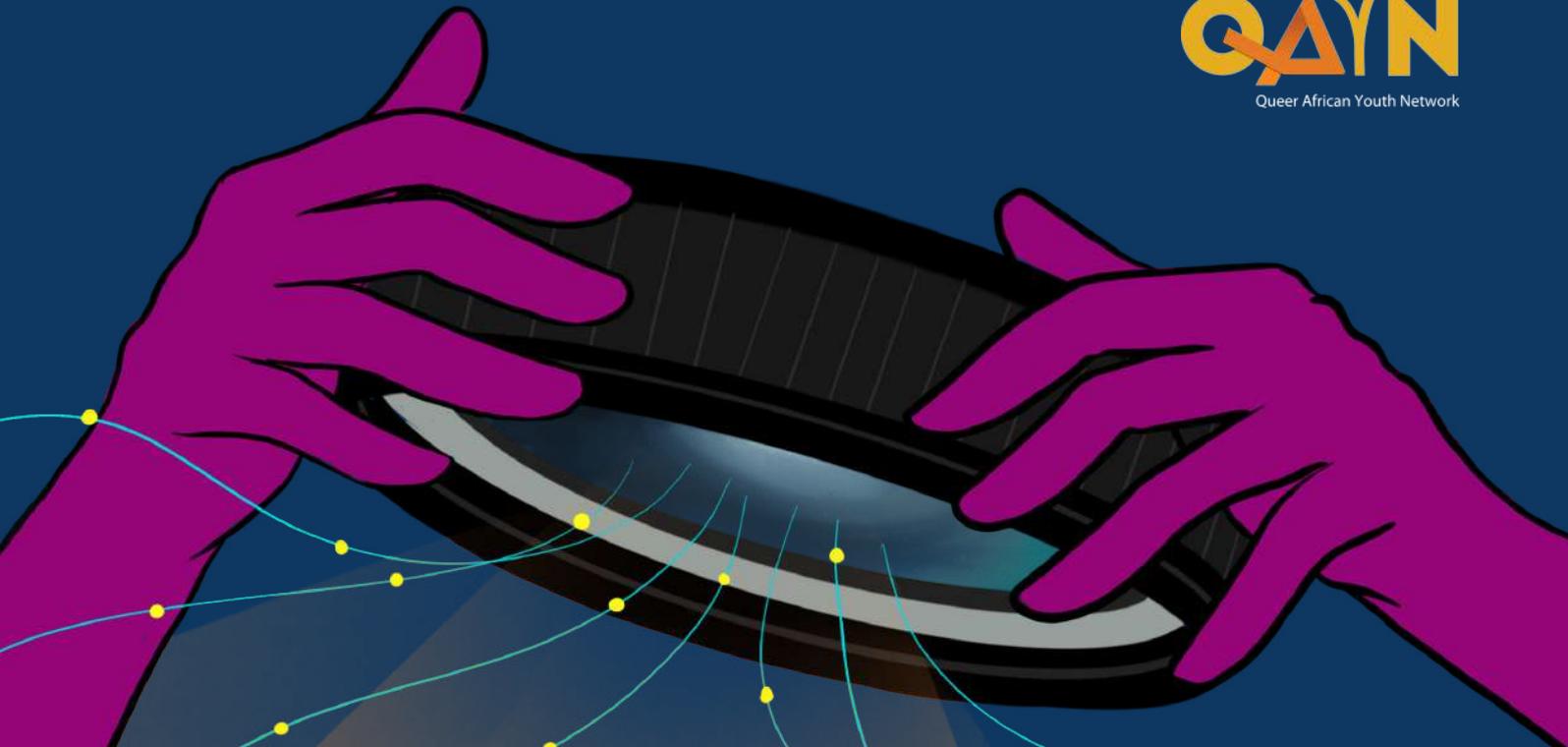
GPP. (s.d.). *Rapport sur les ressources mondiales 2017/2018.*

Kugbe & Akpokli. (2020). *Pour en finir avec les labyrinthes, Portrait de nos vécus. Une recherche communautaire sur l'évaluation des besoins prioritaires des communautés lesbiennes, bissexuelles et queer dans six pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre.*

Mama Cash & Astraea Lesbian Foundation for Justice. (2021). *Dynamiques et pourtant sous-financés : La situation des mouvements lesbiens, bissexuels et queer.*

Meyer, I. H. (2003). Prejudice, social stress, and mental health in lesbian, gay, and bisexual populations: conceptual issues and research evidence. pp. 674-697.





Queer African Youth Network
04 BP 511 Ouagadougou 04, Burkina Faso
Phone : +226 25 37 48 29
Email : contact@qayn.org
Websites : www.qayn.org | www.q-zine.org
Facebook : [QAYNetwork](#) | [@QzineAfrica](#)
Instagram: [@qayncenter](#) | [@qzine_mag](#)
Twitter : [@qayn-center](#) | [@q_zine](#)